

# Ton ferme mais marge de manœuvre limitée pour l'UA

**En exigeant la suspension des poursuites contre les dirigeants kényans, dont le pays est en première ligne contre le terrorisme, l'Union africaine (UA) a donné de la voix vis-à-vis de la Cour pénale internationale (CPI), mais sa marge de manœuvre apparaît limitée.**

Cette montée des tensions entre l'Afrique et la CPI intervient tout juste un mois avant le début du procès du président kényan Uhuru Kenyatta devant cette juridiction internationale, le 12 novembre à La Haye.

«Ce qui est important est que les craintes de certains analystes, sur un soutien important au sein de l'UA pour un retrait massif (du Traité de Rome, fondateur de la Cour pénale internationale), étaient peut-être exagérées», note Anton du Plessis, directeur de l'Institut des Etudes stratégiques (ISS) basé à Johannesburg.

«Hier, ce que beaucoup de pays ont admis c'est la nécessité de suivre les voies légales et que la seule voie légale disponible (...) est la demande d'ajournement au titre de l'article 16» du Statut de Rome, a-t-il expliqué à l'AFP.



Ph. DR.

Cette disposition permet au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer à la CPI une suspension de toute enquête ou poursuite durant un an, renouvelable chaque année.

Le Kenya et l'UA ont déjà formulé des demandes en ce sens, sans succès jusqu'ici. Dans une lettre datée du 7 octobre, la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini Zuma, demande à nouveau au Conseil de sécurité «de faire en sorte que la requête de l'UA d'un ajournement» des procédures

kényanes «reçoive une réponse favorable».

«Qu'y a-t-il donc de différent aujourd'hui?», s'interroge le quotidien kényan *Nation* hier, si ce n'est que «la colère visible des Etats africains» à Addis Abeba «garantissera que le Conseil de Sécurité remarquera la demande» de l'UA.

Peu de chances cependant, estiment les observateurs, que le Conseil de sécurité change soudainement d'avis.

«Je ne peux pas prévoir mais je pense que c'est très improbable» en raison du veto «probable» de la France ou l'Angleterre, soutiens constants de la justice internationale, a indiqué à l'AFP Herman van der Wilt, professeur de droit pénal international à l'Université d'Amsterdam et expert de la CPI.

Même scepticisme chez Anton du Plessis, qui n'exclut cependant pas une possible surprise. «Les dynamiques et les politiques autour du Kenya ont changé, l'attaque (islamique) contre le centre commercial de Westgate (fin septembre) ont probablement modifié les priorités pour (...) la France et la Grande-Bretagne», souligne-t-il.

L'UA n'a d'ailleurs pas manqué de souligner dans sa résolution que le Kenya est «en

première ligne (...) dans la lutte contre le terrorisme» et qu'en jugeant ses dirigeants, la CPI risque d'entraver leurs responsabilités.

Mais la marge de manœuvre de l'organisation panafricaine reste étroite, si le Conseil ne répond pas d'ici le 12 novembre, comme elle l'a exigé, ou répond par la négative.

Le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Tedros Adhanom Gebrayesus, dont le pays exerce la présidence en exercice de l'UA, a affirmé samedi que «l'option» d'un retrait massif de l'Afrique du Traité de Rome restait «ouverte».

Peu d'observateurs croient cependant que les pays de l'UA puissent trouver une position commune à ce sujet, comme l'ont montré les débats durant le Sommet. L'Afrique «a toujours été divisée» sur la CPI, selon Anton du Plessis, et «il reste d'importantes divergences».

Quant à la demande de l'UA d'une immunité devant la CPI pour les dirigeants en exercice, «il n'y a aucune chance (qu'elle) soit accordée. Il s'agit du principe de base de la Cour» de ne reconnaître aucune immunité, rappelle M. Van der Wilt.

Dernière arme possible, que M. Kenyatta refuse de se rendre à La Haye, tant que la requête de l'UA n'aura pas reçu de réponse, comme l'a, selon M. Tedros, suggéré l'UA.

Mais le président kényan, qui a asséné samedi ses plus violentes critiques contre la CPI depuis son inculpation, se retrouve désormais face à un dilemme intenable, comme le note *la Nation* : comparaître devant la CPI — qu'il a qualifiée samedi d'impérialiste et de raciste — ou être la cible d'un mandat d'arrêt qui isolerait le Kenya sur la scène internationale.

«Le président Kenyatta espère que la CPI entendra l'UA et ajournera sa procédure contre lui. Mais la CPI ne veut cependant pas être vue comme faible ou influencée par la politique. Ce qui laisse peu de possibilités pour un compromis», note Alex Vines, directeur du programme Afrique à Chatham House.

Au-delà de l'Afrique, le cas kényan risque aussi de tourner au casse-tête pour les pays occidentaux pour qui le Kenya est important économiquement et stratégiquement. «Ils trouvent cette affaire très inconfortable (...) c'est un contexte inédit qui les contraint à se frayer un chemin entre leurs intérêts et leurs principes», souligne M. Vines.

**Le Soir sur Internet :**  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
**E-mail :**  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## SYRIE

### 1 500 civils évacués d'une banlieue rebelle de Damas

**Le Croissant-Rouge syrien a annoncé hier avoir évacué 1 500 civils, en majorité des femmes et des enfants, de la ville de Mouadamiyat al-Cham, une banlieue au sud-ouest de Damas tenue en majorité par les rebelles et assiégée depuis des mois par l'armée.**

L'organisation «a évacué 1 500 civils, en majorité des femmes et des enfants, de Mouadamiyat al-Cham», a affirmé à l'AFP le directeur des opérations Khaled Ereksoussé, précisant qu'ils «étaient dans un état de grande fatigue et avaient très peur». L'agence officielle Sana parle elle de l'évacuation de 2 000 personnes. Selon M. Ereksoussé, le Croissant-Rouge n'est pas entré dans Mouadamiyat, qui sert de base arrière aux rebelles pour attaquer la capitale et que l'armée pilonne quotidiennement pour déloger les insurgés. Il n'a pas confirmé si un accord entre régime et rebelles avait permis l'évacuation des civils, précisant simplement que le

Croissant-Rouge «avait la garantie qu'il pouvait mener cette opération», qui s'est faite «à l'entrée» de Mouadamiyat al-Cham.

«Nous avons pu offrir une aide médicale à ceux qui en étaient dépourvus depuis longtemps, mais nous n'avons pas pu évacuer les blessés», a précisé M. Ereksoussé.

Les civils ont été évacués vers des abris dans la province de Damas, a-t-il indiqué.

Une vidéo diffusée par l'agence Sana montre de nombreuses femmes et des enfants qui s'approprient à monter dans des bus, près desquels s'affairaient des volontaires du Croissant-Rouge. Une ambulance du Croissant-Rouge et un soldat de l'armée syrienne apparaissent sur les images.

Fin août, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) avait rapporté le décès de deux enfants, l'un âgé de trois ans, l'autre de sept, atteints de marasme nutritionnel, une maladie qui touche les personnes ayant des carences alimentaires. L'ONG avait alors indiqué qu'en raison du siège asphyxiant de Mouadamiyat al-Cham, les médecins n'avaient

pu apporter ni aliments ni médicaments pour sauver la vie de ces enfants. D'après l'OSDH, le siège de cette ville de 15 000 habitants dure depuis avril dernier.

Le régime, de son côté, soutient que les civils sont assiégés par les rebelles.

L'agence Sana a ainsi affirmé que l'opération s'est faite «dans le cadre des efforts (du régime) pour protéger les citoyens des exactions des terroristes».

Le 1<sup>er</sup> octobre, l'opposition avait mis en garde contre un «désastre humanitaire» dans cette ville, accusant le régime «d'affamer et de déplacer» ses habitants. La fourniture d'eau a été interrompue par les bombardements et les écoles ont fermé, selon elle. Mouadamiyat al-Cham avait été visé par une attaque au gaz sarin le 21 août, qui a provoqué l'indignation à travers le monde et poussé plusieurs pays, États-Unis en tête, à envisager une action militaire punitive. Mais un accord russo-américain, accepté par Damas, a éloigné la menace, en imposant le désarmement chimique du pays d'ici mi-2014.

**POUSSE AVEC EUX !**

Par **Hakim Laâlam**

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Ce pays d'«en haut» où aucun grand champion ne s'est jamais illustré !

*Grave crise financière à Al-Jazeera sur fond de réduction drastique des budgets. Maintenant, la chaîne en est réduite à rédiger ses news sur des...*

... bouts de feuille 21/27 !

En se retirant de la course à la succession d'Ouyahia à la tête moustachue du RND, Benbouzid aurait déclaré : «J'ai reçu des appels d'en haut !» Cette déclaration n'a pas été confirmée. Elle n'a pas été infirmée. En attendant le mécanisme simple de la confirmation ou du démenti, moi, je ne peux pas faire comme si rien ne s'était passé, je ne peux pas non plus faire semblant de regarder ailleurs tout en sifflant lâchement. Je pense que le moment est venu de se pencher, et de se pencher sérieusement, sur cette question cruciale : dans un pays où les ordres et les coups de fil pleuvent d'en haut, comment se fait-il que la discipline escalade et alpinisme soit aussi pauvre en résultats et en performances ? Tout le monde ou presque indique systématiquement un «en haut» d'où tout se gère, tout se règle et tout se régent. S'il existe un «en haut» ou des «en haut» aussi vertigineux de pouvoir assumé et de capacité à décider pour l'ensemble, il serait logique alors que l'Algérie figure parmi le gotha mondial de l'alpinisme. Pourtant, dans les faits, non ! Vous

entendrez toujours qu'une expédition internationale vient de vaincre le versant nord de l'Annapurna en moins de 23 heures et 59 minutes, en plein hiver et dans le blizzard, mais lorsque vous vous intéressez à la composante de cette cordée multinationale, vous découvrirez qu'aucune Algérienne ou Algérien n'en fait partie. C'est une anomalie dans un pays qui vénère autant tout ce qui vient d'en haut. C'est même une incongruité ! Au Kenya ou en Ethiopie, l'altitude naturelle des lieux de naissance, puis d'entraînement des athlètes de demi et de fond font que ces pays trustent les titres en athlétisme. Pourquoi alors l'Algérie, pays par excellence de l'«En Haut» ne perce pas les cimes de l'escalade et de l'alpinisme mondial ? Nous avons la chance inouïe de bénéficier d'un pic magique, un sommet de la décision téléphonique, pourquoi n'en profitons-nous pas pour développer la discipline alpinisme chez nous ? Je suis sûr que si vous posiez la question au citoyen lambda, dans la rue, il vous répondrait qu'il aime la grimpe et que l'escalade est même son lot quotidien. Alors ? Que fait la fédération algérienne d'escalade et sports associés ? Que fait le ministère des Sports ? Ne me dites pas qu'eux aussi attendent un ordre téléphonique d'en haut ? Je fume du thé et je reste éveillé... en bas, le cauchemar continue.

H. L.